

Questions orales

Une voix: Il y a beaucoup de gens nerveux en face.

M. Mazankowski: Monsieur le Président, je rappelle à la Chambre et aux Canadiens que les députés d'en face ont contesté toutes les mesures que nous avons prises pour réduire les dépenses.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, en fait, beaucoup d'études montrent que c'est la politique monétaire du gouvernement qui a contribué à réduire le nombre d'emplois et les recettes qu'on peut tirer de l'économie. J'en ai une ici réalisée par Informetrix, une de Wood Gundy et une de WEFA. Selon ces études, si le gouvernement avait appliqué une politique monétaire différente, nous ne serions pas aux prises avec la dette et le déficit que nous avons.

Par exemple, dans l'étude de Wood Gundy, on dit que l'obstination du gouvernement à vouloir réduire l'inflation «a déjà fait perdre au gouvernement huit millions de dollars de recettes, par rapport aux prévisions.»

Ma question au ministre se résume donc à ceci: Laissera-t-il tomber les méthodes qui se sont révélées inefficaces depuis neuf ans et présentera-t-il plutôt un budget visant fondamentalement à réduire le chômage et à remettre notre pays dans la bonne voie?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, ce que la députée propose, c'est une solution aux problèmes économiques à la façon Bob Rae. Je préférerais une solution à la Roy Romanow.

• (1430)

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): J'ai une question supplémentaire, monsieur le Président. Encore une fois, le gouvernement fédéral se voit dans l'impossibilité de défendre ses propres politiques.

Il s'est passé quelque chose hier qui illustre bien où nous en sommes arrivés. À Edmonton, 3 000 personnes ont fait la queue pendant trois jours pour poser leur candidature à 700 postes à temps partiel. Le gouvernement doit certainement sentir qu'il est responsable de cela dans une certaine mesure. Ses propres politiques ont contribué à faire augmenter le taux de chômage que nous connaissons.

Il y a deux jours seulement, Dominion Bond Rating Service déclarait que les principales raisons des déficits des provinces étaient le plafond imposé par le gouverne-

ment fédéral sur les paiements de transfert, la récession et les pertes d'emploi dans le secteur manufacturier.

Si le ministre des Finances prend vraiment la dette provinciale et le chômage au sérieux, convaincra-t-il le gouvernement de cesser de réduire les paiements de transfert et d'arrêter de conclure des accords commerciaux qui coûtent des emplois et présentera-t-il un budget propre à redonner du travail aux sans-emploi?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, il y a en ce moment 12 328 000 Canadiens qui ont un emploi. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, il y en avait onze millions. Plus de 1,3 million d'emplois ont été créés. D'ailleurs. . .

Une voix: Oh, oh!

M. Mazankowski: Ils disent que ce n'est pas assez. Je suis d'accord, mais il reste que, dans le Groupe des Sept, c'est au Canada que l'accroissement du nombre d'emplois a été le plus marqué ces dix dernières années.

Une voix: Nous avons le plus haut taux de chômage du Groupe des Sept.

M. Mazankowski: La députée demande pourquoi nous ne faisons rien pour créer des emplois. Puisqu'elle parle de l'Alberta, elle trouvera intéressant d'apprendre que, depuis 1987, 80 p. 100 des emplois créés dans cette province sont dans les nouveaux secteurs de croissance comme l'informatique, la haute technologie, la technologie de pointe basée sur l'informatique, les télécommunications, les communications et surtout dans les secteurs qui exportent vers les États-Unis.

Le Nouveau Parti démocratique s'oppose au libre-échange.

Une voix: Bravo!

M. Mazankowski: Allez essayer de faire croire ce que vous dites aux Albertains. Les exportations ont augmenté de 48 p. 100, depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange.

Une voix: Il n'y a pas que l'Alberta dans le monde.

* * *

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE NORD-AMÉRICAIN

L'hon. Roy MacLaren (Etobicoke-Nord): Monsieur le Président, le président Clinton a promis hier de ne pas présenter le projet de loi sur l'ALENA tant que les